

Capitalisation des expériences



Mot de l'équipe de coordination.....2

Comment créer un contexte favorable à l'innovation agricole au Burkina Faso.....3

Une situation d'innovation à Bobo Dioulasso accompagnée par les facilitateurs du projet CDAIS:

Des micro-entrepreneuses innovantes en quête de partenariats de qualité pour développer leurs activités.....4

Vers une modernisation des outils des conseillers agricoles pour faciliter et accélérer la collecte et l'analyse de données.....5

Projet CDAIS : Une approche fondée sur la co-construction entre acteurs7



CDAIS INFO, publication mensuelle,
Editée par CDAIS Burkina.

Directrice de Publication: Aurélie TOILLIER
Rédactrice en chef : Gisèle Benjamine
MINOUNGOU

Contributeurs : Liliane TOKORE, Armel HIEN,
Idrissa NACAMBO, Raymond KIOGO, Marc
GNOUMOU, Lassaya NIKIEMA, Prosper
KOLA, Clémence LANKOUANDE, Aurélie
TOILLIER, Aristide SEMPORE



Dr Georges YAMEOGO

Délégué général adjoint chargé
de la valorisation (DGA-V) au
CNRST

Coordinateur National du
projet CDAIS



Dr Aurélie TOILLIER

Chercheuse au CIRAD

Chargée de l'appui technique
pour la mise en œuvre du
projet CDAIS



Dr Zacharie SEGDA

Directeur Général du BU-
NASOLS

Consultant FAO chargé de la
gestion du Projet CDAIS

Le projet CDAIS est une démarche expérimentale dans huit pays pilote dont le Burkina Faso pour renforcer les systèmes d'innovation agricoles, en s'intéressant en particulier aux capacités fonctionnelles des individus et des organisations qui jouent un rôle clé dans l'innovation.

La démarche a été conçue conjointement par des experts de la FAO et de la Plateforme d'Agriculture Tropicale (TAP), partant du constat que trop peu d'initiatives de renforcement de capacités (RC) sont conçues et mises en œuvre de façon intégrée. De ce fait, ces initiatives n'arrivent pas à capter toute la complexité des processus d'innovation et à produire des impacts. Très souvent, les interventions sont planifiées et mises en œuvre indépendamment, elles interviennent à toute petite échelle et finissent par se positionner en contradiction avec le système d'innovation local existant. Elles ont aussi tendance à négliger les mécanismes opérationnels et politiques né-

cessaires pour assurer la continuité et la durabilité des actions de ce type. Ainsi les quarante-et-un partenaires de la plateforme TAP ont convenu de développer un cadre commun de travail pour le renforcement des capacités des systèmes d'innovation agricole (« RC des SIA » ou « CD for AIS » en anglais).

La démarche CDAIS vise notamment à aider la coordination des initiatives de renforcement de capacité pour des SIA efficaces et leur alignement sur des politiques nationales et régionales et sur des cadres de planification. Accompagnée financièrement par l'Union Européenne, elle est expérimentée au Burkina Faso depuis 2015 avec l'appui du CIRAD et de la FAO, sous la coordination du MESRSI.

Le projet CDAIS se terminera en Juin 2019. Dans cette dernière phase, l'enjeu est de tirer les leçons de l'expérimentation et faire connaître les résultats obtenus, notamment grâce à la mise en place d'un bulletin d'information mensuel. Il sera diffusé à tous les partenaires qui ont été impliqués aux différentes étapes du projet et annoncera les moments importants liés à la capitalisation et la clôture du projet.

Une situation d'innovation à Bobo Dioulasso accompagnée par les facilitateurs du projet CDAIS

Des micro-entrepreneuses innovantes en quête de partenariats de qualité pour développer leurs activités

Rechercher de nouveaux partenaires pour accompagner les micro-entrepreneuses dans le développement et la conduite de leurs activités, c'est l'objectif du facilitateur Raymond Kiogo, agent de l'IRSAT, formé à l'accompagnement de partenariats d'innovation multi-acteurs par le projet CDAIS. Du 21 au 26 janvier 2019 à Ouagadougou, il a organisé une série de rendez-vous avec des possibles partenaires techniques et financiers préalablement sélectionnés. Ainsi une délégation composée de deux entrepreneuses se sont entretenues avec les directeurs et leurs équipes dans huit structures techniques et financières du paysage burkinabè.

Les prémices de ces visites d'échanges remontent en 2017. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre du projet CDAIS, un marché des innovations a été organisé le 06 juin 2017 à Ouagadougou, dans l'optique de présenter les six situations d'innovations, présentant un fort potentiel d'impact sur le développement agricole et sélectionnées par le projet CDAIS, à de possibles partenaires techniques et finan-

ciers (ONG, ambassades, institutions financières, services techniques de ministères, bureaux d'étude...). L'enjeu est de susciter des partenariats permettant de lever des obstacles au déploiement de ces innovations.

Durant le marché des Innovations Agricoles, les micro-entrepreneuses ont enregistré le plus d'engagements d'accompagnement de la part des structures qui étaient présentes. Il



Les acteurs de la SIL MEF échangent avec le responsable du Centre National de la Protection Intellectuelle

était donc important de rencontrer chaque partenaire pour concrétiser les engagements pris.

Le facilitateur Raymond KIOGO a organisé des échanges entre les micro-entrepreneuses, et des structures telles que ECODATA, la DGAHDI/MAAH, la Maison de l'entreprise,

l'ONG CHRISTIAN AID et le Centre National de la Propriété Industrielle. Leurs échanges ont porté sur les difficultés des activités de transformation des produits locaux et les innovations dans les processus de transformation et de mise sur le marché. Il a été aussi question pour les entrepreneuses de s'informer sur les opportunités et des perspectives de collaboration pour les aider à développer leur entreprise et passer du statut de micro entreprise à petite ou moyenne entreprise.

Avec le Centre National de la Propriété Intellectuelle, il a été noté une possibilité de collaboration pour aller vers une labélisation des produits afin de faciliter la commercialisation en groupe et la valorisation de produits locaux.

A l'horizon, d'autres collaborations, à en croire Monsieur KABRE Alexandre, Directeur de ECODATA (cabinet d'intelligence économique) peuvent être envisagées. Il s'agit de la possibilité d'une mise en réseau des transformatrices pour la commercialisation en ligne, les suivis des clients, du marché des matières premières, à travers un système de gestion des données en ligne, le système ECODATA.

Test pratique de l'outil de collecte et de traitement des informations

Le 11 Janvier 2019, ECODATA, Cabinet indépendant d'intelligence sociale, économique et de développement, qui offre des services de conseils et de renforcement de capacités aux décideurs du secteur privé et public, a procédé à un test pratique de la collecte et du traitement des informations à partir de l'outil développé par ledit cabinet, l'outil Conseil d'Exploitation Familiale.

François YARO en charge du développement de l'outil a présenté brièvement la version finale de l'outil de collecte et de traitement de données, avant de simuler par la suite une col-

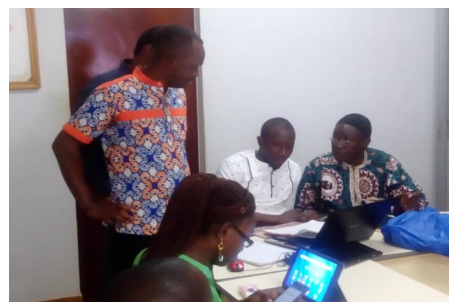
lecte et un traitement des informations.

Il souligne que l'outil est une plateforme qui devrait permettre aux animateurs de collecter des données pré campagne, à savoir : les activités à mener et les prévisions pour l'utilisation des intrants en fonction de la superficie de l'exploitation. « L'outil compte 03 parties : une partie communication, une autre informationnelle et une dernière sur le traitement et l'analyse des données des producteurs. C'est essentiellement sur cette dernière partie que nous travaillons », a-t-il affirmé.

Le test pratique a permis aux participants de comprendre : Comment s'identifier sur la plateforme et collecter des données et surtout quelles sont les astuces pour une collecte de

données rapide et efficace.

La Fédération Nationale des Groupements Naam (FNGN) a ainsi marqué toute sa satisfaction pour la qualité du travail réalisé. Elle a promis de faire de son possible pour que cela soit utilement valorisé, en rendant disponible les données qu'elle dispose et en suscitant un engagement des bénéficiaires.



Quelques membres de la Fédération Nationale des Groupements Naam testant l'outil Conseil d'Exploitation

Comment créer un contexte favorable à l'innovation agricole au Burkina Faso ?



Placée sous le très haut patronage du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI), le vendredi 25 janvier 2019 s'est tenu à l'hôtel Bravia, à Ouagadougou, une table ronde de dialogue politique pour la validation d'un plan d'action national d'appui à l'innovation agricole. Elle a été organisée par le projet CDAIS (Renforcement des Capacités pour les Systèmes d'Innovation Agricoles) lancé depuis 2015 dans huit pays pilote à travers le monde dont le Burkina Faso.

Portée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI), le Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles (MAAH) et le Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), cette table ronde avait pour objectifs de discuter les conditions d'appropriation et d'amélioration d'un plan d'action national d'appui aux organisations en charge de promouvoir et d'accompagner l'innovation agricole au Burkina Faso.

Ce plan d'action a été développé de façon inclusive et participative, à l'issue de trois ans de mise en œuvre du projet CDAIS, avec l'ensemble des partenaires qui ont été impliqués, agriculteurs et entrepreneurs innovants, organisations de producteurs, associations de la société civile, fournisseurs de services

support à l'innovation, centres de recherche-développement, ou encore agents des services techniques de divers ministères. Ils se sont fondés sur leurs propres expériences et les besoins de renforcement de capacité qui sont apparus au fil de la mise en œuvre du projet CDAIS.

Le coordinateur du projet CDAIS, Dr Georges YAMEOGO, rappelle que ce projet a pour principal objectif de tester dans huit pays pilote une démarche de renforcement de capacité adaptée du cadre commun proposé par la plateforme d'agriculture tropicale (TAP) : analyse de situation d'innovation localisée (SIL), diagnostic des besoins en renforcement de capacités des acteurs impliqués, élaboration de plans d'accompagnement impliquant des cycles d'apprentissage pilotés par des facilitateurs, et organisés aux différents niveaux pertinents.

Les acteurs du système national d'innovation agricole du Burkina Faso se mobilisent

La table ronde a été marquée par la présence de plus d'une centaine de participants, tous des acteurs du système national d'innovation agricole.

Quatre propositions clés pour renforcer l'action de l'Etat en matière d'appui aux porteurs de projets innovants

Répartis en groupes de travail, les participants avaient pour mission d'amender et enrichir un plan d'action national formulé autour de quatre priori-

tés : soutenir des partenariats d'innovation multi-acteurs, développer un cadre réglementaire adéquat, renforcer la base opérationnelle de recherche-développement et favoriser l'appui à l'innovation par la formation professionnelle.

Les participants devaient par ailleurs répondre à trois questions transversales : Comment amorcer le processus d'appropriation et de mise en œuvre du plan d'action au niveau interministériel ? Quels sont les instruments politiques à renforcer ou développer ? Quels soutiens sont nécessaires pour appuyer la décision politique et garantir la continuité de l'action ?

Les propositions ont été discutées en plénière et parmi celles proposées, les experts en appui à ce processus politique ont retenu les suivantes :

- La réalisation d'un diagnostic approfondi du système national d'innovation agricole, impliquant une équipe de décideurs politiques et agents techniques.

- La création de curricula de formation pour des professionnels en charge d'accompagner l'innovation agricole.

- L'engagement de l'Etat sur le plan financier, en s'adossant aux moyens déjà donnés pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Innovation.

- La création d'une cellule interministérielle permettant de développer une approche intersectorielle de l'appui à l'innovation agricole.

Vers une modernisation des outils des conseillers agricoles pour faciliter et accélérer la collecte et l'analyse de données

Idrissa NACAMBO est, depuis 2016, facilitateur de l'innovation du Projet CDAIS. Diplômé en Economie Agricole, son modeste cursus académique et professionnel en Afrique, Europe et Asie auprès de producteurs agricoles lui a permis de développer une passion pour le monde rural. Idrissa croit qu'il est techniquement possible et humainement nécessaire de déverrouiller les forces intérieures des petits producteurs d'Afrique par les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication. Pour sa rubrique FOCUS, CDAIS INFO est allé s'entretenir avec le facilitateur de la SIL Conseil Monsieur Idrissa NACAMBO. Il nous parle de la Situation d'Innovation Localisée portant sur la conception d'outils numériques pour les organisations de producteurs qui fournissent du conseil agricole à leurs membres. Il évoque les acquis engrangés et les grandes orientations dans un avenir proche.



NACAMBO Idrissa– Facilitateur
SIL Conseil

Monsieur NACAMBO, quand on parle d'outils numériques pour le conseil agricole, de quoi s'agit-il concrètement ?

Les services de Conseil Agricole

innovants fournis par les Organisations de Producteurs à leurs membres ont été identifiés en 2015 par le projet CDAIS comme étant une Situation d'Innovation Localisée (SIL). En effet depuis 2002, le Réseau Gestion (acteur leader la SIL), développe une démarche innovante de Conseil à l'Exploitation Familiale (CEF) basée sur les principes de gestion : Analyser-Prévoir-Faire-Evaluer. Ces services de conseils, orientés par la demande, sont innovants sur plusieurs aspects : d'une part ils intègrent de plus en plus les nouvelles technologies de l'information et de la communication (téléphones, tablettes, photos, vidéos, etc.) ; d'autre part dans la pratique, des organisations de producteurs expérimentent avec succès quelques mécanismes de financements endogènes du CEF qui peuvent être capitalisés et utile-

ment réinvestis.

Le projet CDAIS accompagne les organisations de producteurs (OP) du réseau Gestion, qui sont au nombre de sept, dans le renforcement de leurs capacités fonctionnelles pour faire face aux enjeux de modernisation et de pérennisation du service CEF mais aussi de redynamisation du Réseau Gestion.

Quelle est votre mission ?

Comme facilitateur de l'Innovation, j'anime des ateliers participatifs multi-acteurs pour réaliser un diagnostic des besoins en renforcement des capacités et un plan d'accompagnement de la SIL. Je suis également la mise en œuvre du plan ainsi que des changements engendrés. Je participe enfin aux formations proposées par le projet CDAIS à l'intention des facilitateurs et quelque fois à l'organisation des événements qui nécessitent notre contribution et notre fonction.

Je précise que nous sommes deux facilitateurs à accompagner la SIL Conseil et à ce titre, nous travaillons étroite collaboration avec mon bi-

nôme, Marc Gnoumou, de la DGPV au Ministère de l'Agriculture. Par exemple nous faisons très souvent des rencontres pour mener des réflexions stratégiques, harmoniser nos compréhensions, préparer les termes de références et la logistique avant les ateliers ou parfois même pour produire les comptes rendus de nos rencontres.

Depuis le démarrage du projet, quelles ont été les réalisations ? Le bilan est-il positif ?

Dans le cadre de l'accompagnement du projet CDAIS, plusieurs actions ont été menées et des acquis importants ont été enregistrés au profit de la SIL Conseil. Au titre des actions menées figurent en bonne position : l'appui au diagnostic des besoins de renforcement des capacités et l'élaboration du plan d'accompagnement de la SIL ; la participation des acteurs au Marché à l'Innovation Agricole (MIA) ; l'Accompagnement des Organisations Paysannes (OP) dans le développement d'une plateforme numérique de collecte et de traitement des données du CEF auprès d'Ecodata; les formations spécifiques

notamment sur la capitalisation des expériences du CEF, la participation à la table ronde sur le dialogue politique et les ateliers d'évaluation. Ces actions ont permis aux OP d'apprendre ou de progresser sur plusieurs niveaux. Sur le plan théorique on note le développement de nouvelles connaissances notamment sur les concepts de l'innovation, les outils de diagnostic, les approches du projet centré sur le renforcement des capacités fonctionnelles etc. Sur le plan pratique les acteurs ont renforcé leur capacité à collaborer entre eux et avec de nouveaux acteurs (ECODATA, Institutions Financières etc.). Ils ont également renforcé leur capacité à apprendre et à expérimenter à travers le développement de l'outil de collecte et de traitement des données du CEF (organisation, suivis etc.).

Quelles appréciations faites-vous du niveau d'atteinte des objectifs à la veille de la clôture du projet ?

Pour rappel les besoins priori-

taires de renforcement, issus du plan d'accompagnement de la SIL, portaient sur deux capacités fonctionnelles : la capacité à expérimenter et à apprendre ainsi que celle à s'engager dans les processus politiques et stratégiques. En décembre 2018 un atelier bilan et d'évaluation du processus d'innovation a permis de noter, outre les progrès importants enregistrés sur ces deux capacités, le renforcement de la capacité à collaborer de la SIL. Il est clair pour moi que le projet CDAIS a apporté un changement significatif dans la façon de percevoir des acteurs sur la manière la plus efficace de développer leur innovation. Je note en particulier : la réflexion désormais orientée sur les capacités fonctionnelles

(jadis sur des besoins techniques),



Monsieur NACAMBO en pleine animation

l'approche systémique plus que présente dans les processus d'analyses et l'analyse des causes profondes assez récurrentes. Toutes ces raisons me font croire que la démarche CDAIS constitue un puissant instrument et une référence en termes d'appui au développement des innovations agricoles.

Des documents ont été produits dans le processus d'accompagnement de la SIL. Quels sont ces documents sur les changements aux-

quels votre SIL a contribué ?

Il s'agit notamment du « guide méthodologique pour la capitalisation des expériences du CEF » ; de l'histoire de changement intitulée « une aventure vers une digitalisation du service de conseil à l'exploitation familiale ». Deux autres histoires de changement dont l'une portant sur la valeur ajoutée de la transition numérique dans le travail de collecte et de traitement des données du CEF au niveau des conseillers et des cadres et l'autre sur le renforcement de la collaboration entre le Réseau Gestion avec ECODATA ; sont en cours d'élaboration. A cela s'ajoutent quelques posters de la SIL, des compte rendus de rencontres et de

voyages, des photos, etc.

Pouvez-vous faire une appréciation sur de l'approche du projet ?

Le projet CDAIS a une approche basée sur la co-construction et la responsabilisation des acteurs. En effet, les organisations de producteurs accompagnées restent au cœur de la démarche et au centre des décisions. J'apprécie particulièrement l'approche de renforcement du projet orientée sur les capacités fonctionnelles. Sur le plan personnel, CDAIS m'a permis de prendre du recul par rapport à mon expérience et de pousser mon profil professionnel au niveau suivant. Les formations suivies m'ont permis d'acquérir de nouvelles connaissances et de découvrir de nouveaux outils. Cependant je trouve le temps du projet relativement court par rapport aux cycles d'apprentissages et disponibilités des individus. En effet, les apprentissages se faisant dans l'action et au fur et à mesure, c'est curieusement au moment où nous commençons à nous approprier les concepts et outils qu'il tire vers sa fin.

Parlez nous des prochaines étapes pour un meilleur service de conseil des organisations de producteurs

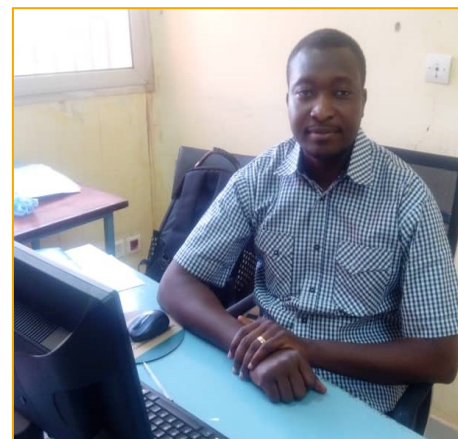
Les nouvelles technologies de l'information et de la communication représentent une opportunité pour améliorer l'efficacité et la pérennité des services CEF (formation, marché, mise en échelle etc.). Les ministères en charge de l'Agriculture et de l'Economie numérique gagneraient à appuyer l'accès (par les TIC) des Exploitations Agricoles Familiales engagées dans le CEF (conseils agricoles techniques et financiers adaptés à leurs besoins spécifiques). De plus il est démontré que le Conseil à l'Exploitation familial est capable structurellement d'assurer la sécurisation alimentaire du pays pour peu que des politiques et mécanismes appropriés le soutienne.

Projet CDAIS : Une approche fondée sur la co-construction entre acteurs

Selon une étude menée par le bureau de l'Union africaine, SAFGREAD, à Ouagadougou, l'économie du Burkina repose essentiellement sur les secteurs de l'agriculture et de l'élevage qui, à eux seuls, emploient 86 % de la population active, fournissent 40 % du PIB et alimentent à hauteur de 80 % les exportations.

Pour favoriser une plus grande productivité et la durabilité dans le secteur agricole, des « plates-formes d'innovation » multi acteurs ont été mises en place. De nombreuses initiatives locales et internationales, à l'image du projet CDAIS, qui soutient les niches d'innovation afin de promouvoir des systèmes agricoles plus durables comme l'agriculture biologique ou agro-écologique, le conseil des organisations paysannes et la micro entreprise familiale, existent également.

Aristide Wendyam SEMPORE, enseignant-chercheur et en charge du système de suivi-évaluation-apprentissage dans le cadre du projet CDAIS Burkina Faso, nous en dit plus sur l'approche et les actions dudit projet. Lisons !



Aristide Wendyam SEMPORE, enseignant-chercheur et en charge du système de suivi-

Quelle est l'approche globale du projet CDAIS ?

L'enjeu global du projet CDAIS au Burkina est de renforcer le Système National d'Innovation Agricole (SNIA) dans son ensemble pour mieux répondre aux besoins d'innovation qui émergent des problèmes rencontrés par les agriculteurs pour développer et intensifier durablement leurs systèmes de production. Pour ce faire, le projet expérimente une démarche de renforcement des capacités fonctionnelles tant au niveau mondial que national. Au Burkina il intervient de façon ciblée à trois niveaux où se jouent des mécanismes clés d'appui à l'innovation :

- Le niveau « micro » des situations d'innovation localisées multi-acteurs, où l'innovation se crée, se déploie, à une échelle restreinte, impliquant un petit nombre d'acteurs engagés autour d'activités collaboratives et d'objectifs communs pour faire aboutir un projet d'innovation.
- Le niveau « méso » des organisations publiques, privées ou de la société civile qui fournissent des services support aux porteurs de projets d'innovation et qui

peuvent contribuer à créer un environnement plus favorable à l'innovation en développant des services adaptés aux besoins des différents types de porteurs de projets innovants.

- Le niveau « macro » d'élaboration du cadre politique et réglementaire, qui concerne donc des visions de plus long terme des mécanismes qui peuvent encourager ou faciliter l'innovation à tous les niveaux.

Le projet accompagne six situations d'innovation : pouvez-vous les décrire ?

Six situations d'innovation localisées correspondant à des enjeux différents de développement du secteur agricole ont été identifiées et sélectionnées en 2016 par le projet. Il s'agit de la SIL :

- Micro-entreprises familiales de transformation agro-alimentaire, dirigées par des femmes ;
- Label SPG pour l'agriculture biologique ;
- Services de conseil agricole fournis par les organisations de producteurs à leurs membres ;
- Systèmes de micro-irrigation pour la petite agriculture familiale ;
- Développement de la filière tour- nesol ;

- Appropriation de la démarche de charte foncière par les communes.

Pour chaque SIL, un diagnostic des besoins en renforcement de capacité a été réalisé et a permis d'élaborer 6 plans d'accompagnements qui varient d'une SIL à une autre fonction du processus de l'innovation du partenariat multi-acteur.

Les 6 plans d'accompagnement ou plan d'action servent de référence pour la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités fonctionnelles des acteurs. Pour chaque SIL, des facilitateurs de l'innovation ont été identifiés et former pour accompagner la mise en œuvre des activités de renforcement de capacités.

Quelles sont les difficultés auxquelles le projet a dû faire face dans la mise en œuvre des activités ?

Des difficultés ont été rencontrées dans la mise en œuvre du projet. Les principales étaient liées d'une part à la durée du projet CDAIS relativement court par rapport aux cycles d'apprentissage et les disponibilités des acteurs, et d'autre part, à la mise en route lente du projet qui a nécessité de former toute l'équipe aux concepts, approches, démarches déployés par le projet.

A venir

Les résultats auxquels vous êtes parvenus durant le projet sont-ils satisfaisants ?

Le projet CDAIS a pu renforcer les capacités des facilitateurs de l'innovation sur plusieurs domaines. Il s'agissait de la conception d'un plan d'accompagnement et de sa mise en œuvre. A cela s'ajoute la définition des objectifs d'un atelier multi-acteurs et son animation aux moyens d'outils et d'exercices collaboratifs ou participatifs. Enfin, une évaluation des capacités fonctionnelles des acteurs a été faite.

Les facilitateurs ont pu à leur tour favoriser le renforcement des capacités de coordination, collaboration et d'expérimentation des acteurs des SILs en créant des espaces structurés de travail, ce qui a permis in fine de faire progresser différents projets d'innovation très prometteurs pour le développement agricole.

A quelques mois de la clôture du projet, pouvez-vous nous parler des perspectives pour consolider les acquis ?

Il reste encore six mois d'activités, qui vont se focaliser sur le niveau « meso » : les fournisseurs de services support à l'innovation et sur les recommandations pour renforcer le système national d'innovation agricole dans ses différentes composantes, en se basant sur les leçons apprises avec les porteurs de projets d'innovation dans les SILs.

Des ateliers réflexifs, d'évaluation des apprentissages et des capacités renforcées seront également organisés avec l'ensemble des individus qui ont participé à la démarche CDAIS.

Le projet CDAIS a déployé un système

de suivi-évaluation-apprentissage (MEL en anglais, Monitoring-Evaluation and Learning) des actions de renforcement des capacités à innover qui sont mises en œuvre depuis 2015 au Burkina Faso, ainsi que dans sept autres pays pilotes (Rwanda, Ethiopie, Angola, Laos, Honduras, Guatemala, Bangladesh).

L'enjeu est double : comprendre si une approche systématique, intentionnelle et dotée de moyens spécifiques pour renforcer des capacités fonctionnelles

contribue à accélérer les processus d'innovation dans le domaine de l'agriculture ; et si oui, à quelles conditions ?

“

Les changements sont principalement invisibles car ils concernent des modifications dans les pratiques, connaissances et attitudes des individus et des organisations qui participent à des projets d'innovation.

La principale difficulté repose sur le fait que les changements sont principalement invisibles car ils concernent des modifications dans les pratiques, connaissances et attitudes des individus et des organisations qui participent à des projets d'innovation. Par ailleurs ces modifications sont difficiles à anticiper dans la mesure où l'innovation est un processus aléatoire et incertain qui nécessite des adaptations chemin-faisant et donc des compétences *ad-hoc* en fonction des problèmes rencontrés. Enfin, ces modifications sont spécifiques à chaque contexte et ne peuvent être comprises sans y associer les

mécanismes qui les ont initiées et le contexte dans lequel elles ont eu lieu.

Le système MEL repose sur un ensemble d'outils et méthodes permettant de suivre les progrès réalisés par les acteurs de l'innovation et d'établir des liens de causalités entre un ensemble d'événements afin de prouver (ou non) la contribution du projet CDAIS à ces progrès.

Il est constitué de trois phases : l'élaboration d'un état de référence et d'une cartographie des incidences possibles du projet ; l'auto-évaluation à partir de marqueurs de progrès suivie du réajustement des actions de renforcement de capacité ; et enfin l'évaluation des ca-

pacités renforcées, de leurs effets sur la trajectoire de l'innovation et la contribution du projet CDAIS.

En 2019, le projet CDAIS amorce la troisième phase du MEL en organisant un ensemble d'ateliers participatifs d'évaluation aux différents niveaux d'intervention : au niveau des Situations d'Innovation Localisées (SILs), au niveau des organisations qui fournissent des services support à l'innovation et enfin au niveau plus global du système national d'innovation agricole.

Les résultats donneront lieu à une publication sur les mécanismes de renforcement des capacités à innover et les effets que l'on peut en attendre dans une diversité de situations d'innovation.

Contacts

Point Focal Agrinatura : Aurélie TOILLIER CIRAD - UMR Innovation **E-mail:** aurelie.toillier@cirad.fr

Chargé du suivi-évaluation - apprentissage CDAIS Burkina Faso : Aristide Wendyam SEMPORE **E-mail:** semporearistide@yahoo.fr

Site web: www.cdais.net